

25. Juin 2013

# Scandaleuse perception des valeurs

De René Jost

Lors de son récent voyage en Chine, le président de la Confédération Maurer s'est carrément mis à genou devant les dirigeants de ce qui est encore et toujours une sanglante dictature. Dans ce contexte, le bilan 2011 d'Amnesty international est accablant pour cette Chine moderne, si chaleureusement félicitée par Maurer : «Des milliers de personnes ont été exécutées en Chine en 2011, plus que dans tous les pays du globe réunis. Les statistiques sur la peine de mort y sont classées secret d'Etat. Amnesty International a décidé de ne plus publier ses propres chiffres émanant de sources publiques en Chine, car elle est convaincue qu'ils sont bien en-deçà de la réalité». Comme si cela ne suffisait pas, les organes de condamnés sont trop souvent revendus. En présence d'une telle réalité, le Président de la Confédération suisse devrait avoir honte d'exiger qu'on tire un trait sous le massacre de 1989 sur la place Tian'anmen à Pékin. Personne ne connaît le nombre exact des morts, les estimations varient entre quelques centaines et plus de dix-mille.

Changement de décor.

Le 27 juin 2011, l'UDC a organisé une réunion au Grutli non autorisée, où ce parti fascisant a fait signer, sur un sublime parchemin, aux représentants de ses partis cantonaux de Suisse centrale, l'engagement solennel de créer une nouvelle Confédération pour le cas où la Suisse adhérerait à l'Union européenne. Le fait que cela ne pourrait se produire que suite à une votation populaire à double majorité, montre que ce parti glisse toujours plus vers l'extrême droite, puisqu'il n'hésiterait pas à renverser l'ordre établi pour le cas où une décision démocratiquement prise ne lui plairait pas.

A cette occasion, le Conseiller fédéral Maurer, ministre de la défense, a tenu un discours qui montre à quel point ce type est dangereux. Pour renforcer la résistance contre l'Union européenne, il a cité "l'histoire et la force du Général Guisan pendant la Seconde Guerre mondiale", en s'appuyant sur son rapport du Grütli du 25 juillet 1940, lorsque le général a lancé sur ce site historique un appel aux officiers supérieurs afin qu'ils transmettent au peuple et à l'armée leur volonté à la résistance inconditionnelle contre les nazis. Autrement dit, Maurer a mis les Européens d'aujourd'hui dans le même sac que les nazis. Cela montre qu'il partage la conviction de certains membres de cette UDC de malheur qui ont claironné haut et fort que «l'Union européenne n'est finalement qu'une forme adoucie de la conquête du continent voulue par Adolf Hitler pendant la Seconde Guerre mondiale».

En voyage officiel en Chine, Maurer vénère donc le régime chinois qui n'est rien d'autre qu'une sanglante dictature. En revanche, il ne cesse de diaboliser l'Union européenne qui est pourtant composée de 28 États démocratiques où la peine de mort n'existe plus, où les droits de l'homme et le droit international sont respectés. Le processus d'intégration européenne, entamé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, qui est à l'origine de l'Union européenne que nous connaissons, a réussi à pérenniser la paix sur ce continent qui si terriblement souffert durant la première moitié du XXe siècle. Le fait d'être entourés par quatre pays membres de l'UE donne à notre sécurité extérieure une qualité jamais connue avant 1945 et, surtout, bien plus efficace que «la «meilleure armée du monde», voulue par Maurer, pourrait nous fournir.

En réalité, Blocher, Maurer et tous ceux qui gravitent autour d'eux rêvent d'une dictature qui leur permettrait d'imposer leurs convictions fascistes. Ce n'est pas pour rien que ce parti nauséabond lance une initiative sur une initiative qui ne respecte ni notre Constitution, ni la Convention européenne de droits de l'homme, ni le droit international. Ils ne le font pas pour résoudre les problèmes, car cela les priverait de leur fond de commerce. Mais le fait que leurs initiatives acceptées par le peuple et les

cantons ne peuvent de moins en moins être conciliées avec le droit national et international en vigueur, leur permet de jouer les effarouchés en accusant la «classe politique» de ne pas vouloir respecter la volonté populaire. En fait, on appelle ça des faux jetons !

Il est grand temps que les forces attachées à nos valeurs montent sur les barricades en dénonçant avec vigueur ce jeu qui met en danger la démocratie chère aux plus de 500 millions d'Européennes et Européens, Suisses et Suisses compris !